Journal International des Sachants

REVUE SCIENTIFIQUE PLURIDISCIPLINAIRE

Fréquence
TRIMESTRIELLE

Volume 1,
Numéro 3,
Novembre 2025

ISSN-P : 3079-3009

ISSN-L : 3079-3017

www.revuejds.net

info@revuejds.net

LES ÉDITIONS CROCO

Journal International des Sachants

Revue scientifique pluridisciplinaire

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

Site web: https://revuejds.net/
Email : revuejds@gmail.com

Publié en Open Access

Abidjan, République de Côte d'Ivoire

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

INDEXATIONS ET REFERENCEMENTS INTERNATIONAUX

Pour toutes informations sur les indexations et référencements internationaux du **Journal International des Sachants (JDS)**, consultez les bases de données ci-dessous :

https://sjifactor.com/passport.php?id=24370

https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/3079-3009

https://ascidatabase.com/masterjournallist.php?v=3079-3009

https://ipindexing.com/journal-details/Journal-International-des-Sachants-/2526

https://www.entrevues.org/revues/journal-international-des-sachants/

Impact factor : SJIF 2025 : 3.767

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

REVUE ELECTRONIQUE

Journal International des Sachants (JDS)

Revue Scientifique pluridisciplinaire

ISSN-P: 3079-3009 (Print ou imprimé)
ISSN-L: 3079-3017 (Online ou en Ligne)

Equipe Editoriale

Directeur de publication : Les Éditions Croco

Rédacteur en chef : SANOGO Tiantio Epouse BAMBA, INSAAC, Côte d'Ivoire

Chargéde diffusion et de marketing : ETTIEN N'Doua Etienne, UFHB, Côte d'Ivoire

Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen, UAO, Côte d'Ivoire

Comité Scientifique

ADOUBI Thierry Hugues, Maître conférences, Université Alassane Ouattara ;

ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;

ASSEKA Tchoman François, Maître de conférences, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

ASSUÉ Yao Jean-Aimé, Maître de Conférences, Géographie, Université Alassane Ouattara ;

BA Idrissa, Professeur Titulaire, Université Cheich Anta Diop ;

BAKAYOKO Mamadou, Maître de Conférence, Université Alassane Ouattara ;

BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara ;

DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

FAYE Valy, Maître de Conférences, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;

KAMARA Adama, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;

KAZON Diescieu Aubin Sylvère, Maître de Conférence, Université Félix Houphouët-Boigny ;

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro ;

N'DAH Didier, professeur titulaire, Université d'Abomey-Calavi ;

OULAI Jean-Claude, Professeur titulaire, Communication, Université Alassane Ouattara ;

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de Conférences, Université Cheikh Anta Diop ;

SILUE Oumar, Maître conférences, Université Alassane Ouattara ;

TOPPE Eckra Lath, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

Comité de lecture

AYENON Séka Fernand, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;

KANGA Kouakou Hermann Michel, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;

KAZON Diescieu Aubin Sylvère, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;

KONAN Koffi Syntor, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;

MAMADOU Bamba, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;

MEITÉ Ben Soualiouo, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;

OZOUKOU Koudou François, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;

SIDIBÉ Moussa, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

SILUE N'tchabétien Oumar, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;

TRAORE Amadou, Maître de Conférences, Université de Ségou

Comité de rédaction

AHOUE Jean-Jacques, Assistant, Université de San-Pedro ;

ASSEKA Tchoman François Maître de conférences, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

BALDÉ Yoro Mamadou, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;

BAMBA Fatoumata, Maître Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;

BROU N'Goran Alphonse, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;

COULIBALY Wayarga, Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny ;

COULIBALY Yallamoussa, Assistant, Université Alassane Ouattara ;

DAO Salifou, Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

DJE Yao Lopez, Assistant, Université Alassane Ouattara ;

DJIGUE Sidjé Edwige Françoise, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara ;

DJOKOURI Innocent, Maître-Assistante, Université Péléforo Gon Coulibaly ;

GBOLA serge Arnaud, Maître Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

EHILE Kadja Olivier Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

GUEYE Yoro Emmanuel, Maitre-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

KAZIO Djidjé Jean-Jacques, Assistant, Université de Bondoukou ;
KONE Kiyali, Maître Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
KONE Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
KONE Tchima Rolland, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
KONE Tiégbè Gaston, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
KOUAME Affoua Eugénie, Assistante, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny ;
LOBA Léon Fabrice, Attaché de Recherche, Institut d'Histoire d'Art et d'Archéologie Africain (IHAAA) ;
MOULARET Renaud-Guy Ahioua, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
N'DAYE El Hadj Amadou Ba, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;
SANOGO Tiantio épouse BAMBA, Maitre-Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
SYLLA Makémissa, Assistante, Université Alassane Ouattara ;
TIE BI Galla Guy Rolland Maître-Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny ;
TOURE Gninin Aicha, Maître-Assistante, Université Félix Houphouët-Boigny ;
TOURE Kignigouoni Dieudonné Espérance, Maitre-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
TRAORE Fanta, Assistante, Université Alassane Ouattara ;
TRAORE Sogotiènin Ramata, Maître-Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
YAO Elisabeth, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara ;
YOKORE Zibé Nestor, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
ZABSONRE Moussa, Maître-Assistant, Université Yembila Abdoulaye Toguyeni.

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

COORDINATEUR GENERAL DU NUMERO :

SILUE N'tchabétien Oumar
Maître de conférences CAMES,
Université Alassane Ouattara

.....

Contacts JDS

Site web: **https://revuejds.net/**
Email : **revuejds@gmail.com**
Tél. : + 225 0779360611 / 07480453267

.....

Indexations et référencements internationaux :

Sjifactor: https://sjifactor.com/passport.php?id=24370

ARI : https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/3079-3009

ASCI: https://ascidatabase.com/masterjournallist.php?v=3079-3009

IPIndexing: https://ipindexing.com/journal-details/Journal-International-des-Sachants-/2526

Ent'revues: https://www.entrevues.org/revues/journal-international-des-sachants/

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

PRESENTATION DE JDS

Le Journal International des Sachants (JDS) est une revue scientifique pluridisciplinaire dédiée à la valorisation et à la vulgarisation des résultats de recherches innovantes, de découvertes de pointe et de productions scientifiques originales et pertinentes dans divers domaines scientifiques. Disposant de comité scientifique et de lecture, la revue **JDS** offre ainsi aux chercheurs du monde entier, une plateforme de publication de haute qualité en favorisant le partage des connaissances et de la collaboration au sein de la communauté scientifique.

JDS est une revue évaluée par des pairs (*blind peer review*) et en libre accès "*Open access"* relevant des Editions Croco. Il publie les articles dans le domaine des Sciences Humaines et Sociales ; Langues et littérature ; Art, patrimoine et culture ; Sciences du Langage et de la Communication ; Sciences Economiques et de Gestion ; Sciences politiques et Juridiques. Dans sa vision d'ouverture, **JDS** encourage la collaboration interdisciplinaire entre les chercheurs de tous les pays africains et du monde.

Les articles proposés doivent respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent être originaux et n'avoir jamais fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture. Ils sont soumis à une sélection initiale par l'éditeur, puis à un processus rigoureux d'évaluation par les pairs en double aveugle avant publication.

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

PROTOCOLE DE REDACTION DE JDS

Le Journal International des Sachants (JDS) n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :

Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. -2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparait en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («…. »), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de …

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2nde éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :
  Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.

- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.
  Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzukru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.

- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.
  Ex : BAMBA Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Le non-respect de ces recommandations ci-dessus conduit au rejet systématique du manuscrit.

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

SOMMAIRE

SECTION 1 : LANGUES & LITTERATURE

Etudes germaniques

1. **Les rapports nature et pouvoir politique dans la littérature de Bernard Dadié et Friedrich Schiller**
N'Dah Franck Ben Houassa KOUAMÉ & Léon Charles N'CHO…… **1-15**

2. **La politique étrangère de la République fédérale d'Allemagne face au régime d'apartheid en Afrique du Sud de 1949 à 1990**
Jean-Yves KOUASSI & Ardjouman FOFANA…….. **16-32**

Etudes hispaniques

3. **Uso de preposiciones a/en y por/para por los estudiantes marfileños : análisis de errores**
Kouakou Béhégbin Désiré KONAN & Ousmane DIAWARA …… **33-43**

4. **Estudio comparativo entre la sociocrítica de Pierre Zima y el Pachacuti literario agruediano**
Doforo Emmanuel SORO……..... **44-57**

5. **La violencia en la novela testimonial latinoamericana: un estudio de las obras de Manlio Argueta**
Kouassi Abraham PALANGUE……..... **58-72**

Anglais

6. **Femmes, résistance et espoir dans A Lesson Before Dying de l'écrivain afro-américain Ernest J. Gaines**
Adama SORO…….. **73-85**

7. **Epistemic and dynamic markers and their discursive functions in political and legal discourses in 1984**
Kouakou Félix KOFFI…… **86-96**

Lettres Modernes

8. **Lecture transpoétique de chants de brumes de Kama Kamanda**
Carlos SÉKA……..... **97-113**

9. **Paratextualité et significativité textuelle de Le commandant Chaka de BABA Moustapha**
Kouadio Jean Parfait KAKOU……..... **114-139**

10. **De la performance à la sanction du personnage sexué chez Zola : une descente aux enfers ?**
Famahan SAMAKÉ…… **140-158**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

11. Du viol à la survivance :
étude sociolittéraire de cicatrices de Cheikh Omar Zoré
TIBIRI Dieudonné……..... **159-179**

12. Naturalisme zolien et intertextualité romantique :
exemple du roman Le Rêve d'Emile Zola
Assane Faye NDIAYE…… **180-193**

13. Discours intermédiatique comme principe narratif
dans Nouvel an chinois de Koffi Kwahulé
Nancy Mireille Kanon…… **194-207**

14. Le narrateur enfant, porte-voix du chaos socio-politique
africain dans l'écriture mabanckouenne
Angèle Nonnourou COULIBALY Épse KEI…….. **208-221**

15. Fonctionnement des phatèmes d'ouverture et de clôture dans les
échanges conversationnels entre élèves et entre enseignant-élèves
Brighella Jofrène KAYA BOUSSEMBOU, Prisca Aubain MFOUTOU &
Alain Fernand Raoul LOUSSAKOUMOUNOU…… **222-233**

16. Chanter le tabou pour théâtraliser l'indicible en Côte d'Ivoire :
dérision, subversion et engagement dans la musique ivoirienne contemporaine
YOKORE Zibé Nestor, ADJOUMANI Kouassi Martin &
GOH Tianet Yannick Emmanuel…… **234-253**

17. La pérennité des forêts verdoyantes de la région du Tonkpi
en Côte d'Ivoire : une sommation des génies bienfaiteurs
Wato Pierre LIEU……..……..... **254-265**

SECTION 2 : COMMNUNICATION, ARTS, CULTURE ET PATRIMOINE

Sciences du langage et de la communication

18. L'Intelligence artificielle générative, levier de transformation de
l'enseignement-apprentissage et de la communication à l'ENSup de Bamako
Ousmane DRAMANE……..... **266-282**

19. Pour une approche culturelle de l'impact des médias sociaux
sur l'intelligence économique
GUEU Singo Provos & DJE BI Kahou Albert…… **283-299**

20. Revue de l'alphabet de l'Abbey
N'Guessan Edmond APIA…….. **300-314**

21. Information éditoriale et téléphonie mobile en Côte d'Ivoire :
modèle de diffusion avec le « SMSlivres »
Renaud-Guy Ahioua MOULARET……..... **315-337**

22. Pour une herméneutique sémiotique du rite ''kpe sɔsɔ'' du Sud du Togo
Zinsou HOUNZANGBE…… **338-355**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

23. Pratique du bilinguisme en milieu scolaire tchadien : le cas du Lycée Joseph Brahim Seid (Pala) du Mayo-Kebbi Ouest
OUSMANE HASSANE OUSMANE, MOUYEBE OUASSANG & ALI MOUSSA…….……... **356-375**

24. Les pratiques journalistiques en Afrique face à l'émergence de l'intelligence artificielle
Maimouna DIA & Abdou DIAW…… **376-387**

Patrimoine, art, culture, cinéma & tourisme

25. Augustin Kassi : odyssée d'un peintre naïf dans le monde de l'art
Krou Eugène ASSOUMOU……..... **388-401**

26. Le conte, moyen d'éducation et d'enracinement culturel de la jeunesse en Côte d'Ivoire
Ahouné Aké Marx……..... **402-416**

27. Le Tangani, identité culturelle des Baoulé Ayaou de Bouaflé à l'épreuve de la modernité
Didier Patrick ABBÉ & Kiklan Désiré TOURÉ…….. **417-430**

SECTION 3 : SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Archéologie

28. Les maisons coloniales commerciales de Dimbokro : un patrimoine négligé
Nagnénégué KONE..... **431-440**

Histoire

29. Les forces de sécurisation des élections présidentielles (FOSEP) au Togo : entre heurs et heurts (1993-2020)
Kouamé Jean Luc KOUASSIBLE & DIAKITE Brahima……... **441-458**

30. Savoirs et savoir-faire indigènes au Khasso : cas de la prise de culotte et de pagne
DIANKA Balla…… **459-476**

31. La vie socioculturelle des populations transfrontalières : Cas des Nafana, Mo-Degha et Koulango (XIXe-XXe siècle)
Mamadi Noumtchè OUATTARA & Adja Doubia Angèle KOUAKOU……. **477-488**

32. La Trajectoire de la filière industrielle du cycle au Burkina Faso, de 1963 à 2009
Alphonse BONI & Boubacar SAMBARE……... **489-505**

33. Une relecture de l'ambassade britannique en pays ashanti en 1817
Kouamé Kossonou Frédéric SECRE……... **506-522**

34. Intervention des grandes puissances dans les crises en Afrique centrale : entre partenariats et enjeux géopolitiques ?
METSENA NDJAVOUA & Fodé Bangaly KEITA…… **523-533**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

35. L'évolution historique des relations économiques transsahariennes avec la partie occidentale du bassin du lac Tchad
Aboukar ABBA TCHELLOU…… **534-546**

36. Rituel du couronnement du pharaon Horemheb dans l'Égypte du Nouvel
Assa Dramane TRAORE…… **547-561**

Géographie

37. Variabilité climatique et saisons pluvieuses dans les régions du Gontougo et de l'Indenié-Djuablin (Est de la Côte d'Ivoire)
Ali Kouabenan KOUAKOU, Kouakou Charles KONAN,
Kouadio Philippe Michael KONAN & Arsène DJAKO…… **562- 579**

38. Pêche et changement climatique dans le delta central du Niger : cas de la commune de Djenné au Mali
Idrissa Issa CISSE & Mahamar ATTIN …… **580- 593**

39. Cartographie de l'érosion hydrique par application du modèle RUSLE à Akouai-Santai (Bingerville)
Kobenan Etienne BINI, Kouadio Eugène KONAN,
Seydou Alassane SOW & Tiyégbo TOURE…… **594-610**

40. Les conditions de vie des personnes déplacées dans l'ouest du Niger (Gothèye)
DAOUDA BANA ASKANDARA &
ABDOULAYE BOUREIMA HASSANE…….. **611-625**

41. Perception des nuisances socio-environnementales des déchets d'emballages plastiques dans la ville de bouaké (Côte d'Ivoire)
Bakary FOFANA, Angby Koffi Sidoine YAO &
Ahou Wlibly Ferdinand-Marcelle TAÏ & Bazoumana DIARRASSOUBA……. **626-641**

42. Perception des populations sur la gestion des services sanitaires et la qualité de soins dans la commune urbaine de Koudougou (Centre-Ouest du Burkina Faso)
Sylvain Roger BONKOUNGOU & Mathieu NAMA…….. **642-657**

43. État des lieux de la gestion des ordures ménagères au port d'Abidjan
YRO Koulai Hervé, DJORO-DJAPI Élodie Ange Éléonore &
TOURE Noun Nadine Vanessa……... **658-670**

44. Rôle stratégique des radios locales dans la reconstruction sociale à Toulepleu
GAHIÉ Gnantin Mathias, KOFFI Assoumou André Luc,
Yaraba YEO KOFFI Brou Émile & LOUKOU Alain François……... **671-688**

45. Typologie résidentielle et dynamiques socio-spatiales de l'habitat dans la commune de Port-Bouët (Abidjan, Côte d'Ivoire)
Ohomon Bernard EVIAR & N'Dri Ernest KOUADIO…..... **689-706**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

46. Dynamiques d'occupation et réorganisation des activités touristiques sur le littoral de Port-Bouët à Abidjan (Sud-Côte d'Ivoire)
Kouassi Aimé YAO…… **707-721**

47. Effets environnementaux des activités économiques transfrontalières à Igolo (commune d'Ifangni)
QUENUM Comlan Irené Eustache Zokpénou, SABO Denis & DOSSOU GUEDEGBE Odile V…… **722-740**

48. Migration planifiée et stress foncier dans le département de Bouaflé, centre-ouest ivoirien
Ouattara Issa BOURAHIMA, Kouassi Combo MAFOU & Coulibaly SEIDOU…… **741-758**

49. Problèmes environnementaux à Abobo-Sagbé : former à l'écocitoyenneté, une urgence éducative et sanitaire en Côte d'Ivoire
Tintcho Assetou KONE épouse BAMBA……..…. **759-776**

50. Pratiques agricoles et dégradation des terres dans le canton Bénoye (département de Ngourkosso au sud du Tchad)
KELGUE Salomon, DJEMON Model & NODJIHOUDOU Alexis …….... **777-793**

51. Facteurs morpho-climatiques du risque d'inondation de la plaine alluviale sur l'axe Bakel-Matam (fleuve Sénégal)
Gallo NIANG, Seydou Alassane Sow, Mbagnick FAYE & Mamadou NDIAYE……..... **794-812**

52. Facteurs climato-marins et dynamique côtière de Grand-Bassam de 1980 à 2023
Abazé Henri-Joël BEDA, Yao Dieudonné KOUASSI & Kouamé Fulgence KOUAME…… **813-826**

53. Maraîchage des femmes à Karakoro : entre opportunités économiques et fragilités structurelles
Kouakou Camille GOLI, Tiécoura Hamed COULIBALY, Yao Mathias LOUKOU, Tchérégnimin Alidjata YEO & Koffi Simplice YAO…… **827-843**

Philosophie

54. Le féminisme en contexte africain : vers une égalité réelle entre l'homme et la femme ?
Christ Guy Roland GBAKRÉ …… **844-858**

55. De la culture du blâme à la culture positive de l'erreur : enjeux d'une conscience éthique d'amélioration continue en milieu médico-hospitalier
Keumian Anicet DAGUI…… **859-875**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

56. La valeur sociale du darwinisme au-delà des frontières de la lutte et de la sélection
Bourahima Ouattara N'GUETTIA…….. **876-888**

57. L'Afrique et le défi de développement social
Firmin Konan YAO……..... **889-901**

58. L'éthique à l'épreuve des stratagèmes bioéconomiques de l'industrie biotechnologique chez Céline Lafontaine
Attchoumounan Paulin OUATTARA……. **902-916**

59. Violence par les élèves dans les écoles secondaires du Sénégal : le paradoxe de l'enseignement des valeurs morales
Guène FAYE & Ousmane KANTE ……..... **917-934**

60. Probabilisme et démocratie en Afrique : Quelle contribution ?
Koffi Mathurin N'GUESSAN……. **935-945**

61. Technosolutionnisme et environnement : enquête d'éthique des technologies vertes
Sionfoungon Kassoum COULIBALY…… **946-958**

Anthropologie et sociologie

62. Foi, pratiques religieuses et performances des étudiants du département de Sociologie de l'université de Kara (Togo)
Nadiédjoh TCHELEGUE, Tamégnon YAOU & Yarou GUERA CHABI YORO……... **959-975**

63. Protection et prise en charge de l'enfant au Mali : services et établissements étatiques et conventionnés
Drahmane Fondo……..... **976-996**

64. Les élèves acteurs et victimes. Une analyse sur les expériences de consommation de drogues au Collège Catholique Monseigneur René Kouassi de Dabou
ZEZE Marie-Thérèse Dahonnon & NIAMKE Jean Louis…… **997-1018**

65. Radicalisation des groupes islamiques au nord du Mali : une analyse socio-politique du phénomène
KONE Drissa & TOUKPO Guy Oscar Sical……... **1019-1030**

66. Mutations foncières et reconfiguration des rapports à la terre à Gokra (centre-ouest ivoirien)
BRIGNON TAPE Gboua Axel-wilfried & KONE Moussa …… **1031-1049**

67. L'accompagnement numérique des enfants par les parents : fracture ou continuité éducative ?
GNAHORE Batty Gervais…….. **1050-1064**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

68. **CMU et non-recours : analyse sociologique des perceptions et pratiques des premiers étudiants bénéficiaires de Bouaké (Côte d'Ivoire)**
Amenan Ruth Marylise KOUASSI, Sandra Méledje MEL & Attia Michel AKABILE **1065-1085**

69. **Gouvernance des Dros et résilience des victimes à Bouaké**
JOSELINE SAGOUHI GNAKA, MANAN Gnamien Elie & TCHETCHE Obou Mathieu..... **1086-1102**

70. **Enjeux et défis de stabilisation des rapports sociaux dans le milieu rural ivoirien**
Roméo BIE & Ludmilla Yaa Kra Mensan Adjéi..... **1103-1118**

71. **Résilience des populations riveraines dans la gestion des ressources de l'Okpara à Tchaourou au Bénin**
Amoussoun Zacharie BADJAGOU, Abdel Aziz MOSSI & Okry Brice IDJIWA..... **1119-1137**

72. **Diversité de formes de gestion conjointe de la famille chez les couples mariés d'Air-France (Bouaké, Côte d'Ivoire)**
KONAN Yao Escar, YEBOUA Atta Kouassi Didier & KOUAKOU Konan Jérôme..... **1138-1155**

Psychologie

73. **Réseaux sociaux, organisation du travail et procrastination chez les élèves de 3e à Adjamé**
Yemou Jeanne N'TAIN..... **1156-1173**

74. **Intelligence émotionnelle, Motivation et Investissement Subjectif chez les enseignants du secondaire public de Côte d'Ivoire**
Aya Michèle Edith Koffi..... **1174-1188**

75. **Vécu psychique du trauma de la violence sexuelle chez une survivante de l'ONG Bloom**
Kouakou Alain PRAO, Ekissi Jean Armel KOFFI & Marie-Joelle Akiapo AKIAPO..... **1189-1206**

76. **Mécanismes endogènes de santé mentale en contexte de crise sécuritaire : Cas de Kaya (Burkina Faso)**
Ali TAO, Marian BELEM, Daouda KOUMA & Rasmata NABALOUM BAKYONO..... **1207-1221**

Science de l'éducation

77. **Résoudre la crise des séries scientifiques aux lycées de Toliara par le renforcement du matériel didactique**
Bastoine CHADHOULI & Marinah NANTENAIKO..... **1222-1238**

78. **Les usages de l'intelligence artificielle et leur incidence sur les performances scolaires des élèves du secondaire au Burkina Faso**
Adama TRAORE & Benjamin SIA..... **1239-1256**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

SECTION 4 : SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

79. Cadre conceptuel et théorique de la gouvernance des marchés publics : une esquisse littéraire
Soumaïla ONGOÏBA, Houdou Attikou DIALLO & Abdoulaye MAIGA…... **1257-1274**

80. Vers une meilleure accessibilité aux services de santé grâce aux énergies renouvelables au Mali : cas de la commune rurale de Kalaban Coro
Ahmadou Abdourahimi DIALLO, Bokary DIALLO,
Adama DIABATÉ & Houdou Attikou DIALLO……. **1275-1288**

81. Contribution des institutions de microfinance au bien-être des femmes en Guinée
Diarra ZOUMANIGUI & Fatoumata Kenda DIA…… **1289-1305**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

Journal International des Sachants

1019

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

Radicalisation des groupes islamiques au nord du Mali : une analyse socio-politique du phénomène

KONE Drissa
Chargé de recherche en théologie pratique,
Institut d'Ethno-sociologie,
Université Félix Houphouët Boigny,
Abidjan, Côte d'Ivoire,
Email: idrisena80@gmail.com
&
TOUKPO Guy Oscar Sical
Chargé de recherche en sociologie politique,
Institut d'Ethno-sociologie,
Université Félix Houphouët Boigny,
Abidjan, Côte d'Ivoire,
Email: oscartoukpo@gmail.com

Date de soumission : 13-10-2025
Date de publication : 30-11-2025

Résumé

Depuis 2012, le Mali est confronté à une crise multidimensionnelle marquée par le terrorisme, l'instabilité politique et la fragmentation sociale. La rébellion touarègue initiale, a commencé comme un mouvement séparatiste dans le nord du Mali, et s'est rapidement transformée en une insurrection djihadiste impliquant des groupes tels qu'Ansar Dine, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), et plus tard l'État islamique au Grand Sahara (EIGS). Malgré les interventions internationales, notamment l'opération Serval de la France, la Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA) et la Force conjointe du G5 Sahel, les groupes terroristes ont maintenu les activités en s'étendant vers le sud, montrant ainsi les limites des seules réponses militaires. La persistance de la violence trouve son origine dans la faiblesse de la gouvernance, les divisions ethniques, le chômage des jeunes et l'absence d'autorité de l'État dans les zones rurales. Cet article analyse l'évolution et les défis du terrorisme au Mali depuis 2012, en mettant l'accent sur l'interaction entre la sécurité, la gouvernance et les facteurs socio-économiques. Il conclut qu'une paix durable nécessite une approche multidimensionnelle combinant une gouvernance efficace, un dialogue intercommunautaire, l'engagement des jeunes et une coopération régionale pour s'attaquer aux causes structurelles de l'extrémisme religieux.

Mots clés : Terrorisme, Gouvernance, Insurrection djihadiste, Mali, Sécurité régionale

Radicalization of islamic groups in northern Mali: a socio-political analysis of the phenomenon

Abstract

Since 2012, Mali has faced a multidimensional crisis characterized by terrorism, political instability, and social fragmentation. The initial Tuareg rebellion, which began as a separatist movement in northern Mali, quickly turned into a jihadist insurgency involving groups such as Ansar Dine, Al-Qaeda in the Islamic Maghreb (AQIM), and later

the Islamic State in the Greater Sahara (ISGS). Despite international interventions, including France's Operation Serval, the United Nations Mission in Mali (MINUSMA), and the G5 Sahel Joint Force, terrorist groups have maintained their activities and expanded southward, demonstrating the limitations of military responses alone. The persistence of violence emerged from weak governance, ethnic divisions, youth unemployment, and the absence of state authority in rural areas. This article analyzes the evolution and challenges of terrorism in Mali since 2012, focusing on the interplay between security, governance, and socioeconomic factors. It concludes that sustainable peace requires a multidimensional approach combining effective governance, intercommunal dialogue, youth engagement, and regional cooperation to address the structural causes of religious extremism.

Key words: Terrorism, Governance, Jihadist insurgency, Mali, Regional security

Introduction

Depuis 2012, la République du Mali est en proie à des violences meurtrières qui attirent l'attention mondiale. Cet État enclavé d'Afrique de l'Ouest, au centre d'une attention particulière, lutte depuis plus d'une décennie contre les rebelles, les groupes jihadistes, auparavant implantés dans ses régions du nord, se sont déplacés vers le centre pour finalement mettre en danger la capitale Bamako. La violence qui a pris une allure impitoyable sur tout le territoire, avec des massacres de populations installées dans les villages., influencés par les décisions souvent critiques des autorités de transition ; qui ont des difficultés à trouver une solution convenable pour délivrer le pays du climat d'insécurité généralisé. L'extrémisme violent, bien qu'il s'agisse d'un terme nouveau, reste un concept qui fait référence aux croyances, attitudes et actions ou même aux stratégies d'acteurs pratiquants une violence d'une intensité incalculable en appliquant intentionnellement des idéologies religieuses ou politiques. Cet extrémisme violent qui secoue le Mali dans son ensemble, touchant toute la sous-région, nécessitent aujourd'hui des interventions de toutes sortes, a ses réminiscences dûment échappées dans les disparités ethniques religieuses et dans une situation socio-politique, économique et structurelle.

Des dysfonctionnements dans la gestion de l'État associés aux pratiques corruptibles ont contribué au maintien des populations dans la précarité et dans une pauvreté endémique. En plus de tous ces problèmes sociaux vécus par les populations, notamment celles du nord, une partie importante de la population a toujours été maintenue dans les revendications indépendantistes pour la souveraineté des régions du nord depuis les années 1960 par les mouvements touareg. Pour analyser la situation complexe des conflits au Mali et dans toute la région du Sahara central, il faut remonter à la veille des indépendances africaines. Ces dysfonctionnements dans la gestion Étatique des gouvernements maliens qui se sont succédé, ont suscitées dans le nord du Mali des mouvements

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

de révoltes tels que l'inégalité de gestion des ressources de l'État par les acteurs, discriminations à l'égard des minorités, pauvreté aigue dans ces régions abandonnées à leur triste sort. Ces situations ont laissé de profondes cicatrices aux accents de vengeance sur les populations. Les régions du nord du Mali se caractérisent par une fragilité endémique, en raison de leur vulnérabilité à de multiples facteurs politiques et socio-économiques, les exposant directement aux aléas naturels. En effet, la sécheresse rend obsolètes toute entreprise agricole, le changement climatique et d'autres catastrophes naturelles conduisent chaque année à une insécurité alimentaire perpétuelle, rendant les conditions de vie très difficiles. Plusieurs rapports d'enquête ont montré que de nombreuses activités commerciales illégales, comme le trafic de drogue, d'armes et d'êtres humains, sont devenues incontrôlables en raison de l'immensité de la région et de son inhospitalité, créant une zone sans réglementation, très attractive pour les mouvements terroristes (comme le Groupe pour le combat et la prédication (GSPC, désormais majoritairement AQMI), qui a trouvé refuge (source). Les conditions de vie délétères facilitent le pouvoir libyen de recruter de jeunes Touaregs lors de la crise libyenne de 2011. Cette crise a été comme une aubaine pour les groupes djihadistes.

Parmi eux, des jeunes Touaregs sans réelle activité pour trouver une activité génératrice de revenus. Sollicités par le pouvoir vacillant de Mohammad Kadhafi, en difficulté avec son peuple, ces groupes Touaregs, qui ont déserté l'armée malienne, se sont précipités sous la surveillance des autorités maliennes, qui ne s'est pas opposé, pour aider et sauver le pouvoir libyen. Les affrontements en Libye vont se transformer en un véritable enfer sous-régional, nécessitant l'intervention de la communauté internationale, pour mettre fin au règne de Kadhafi. Pour prêter main forte aux forces armées libyennes combattant aux côtés du guide libyen, le gouvernement malien jouera un rôle important mais officieux, en laissant l'armée libyenne recruter des milliers de jeunes combattants maliens, en bonne santé, presque tous issus de l'ethnie touarègue du pays. Soumis à plusieurs groupes criminels en Libye, le retour de ces jeunes Touaregs, bien préparés à la technique de guerre, lourdement armés, dans le nord du Mali après l'intervention de l'OTAN, la branche armée des Nations Unies a vaincu le pouvoir du guide Lybien. La chute du régime Kadhafi va entraîner une crise sans précédent au Sahara à partir du nord du Mali. L'issue fatale de cette crise libyenne ouvrira les hostilités au Mali et installera des brutalités insurmontables jusqu'à présent. Créant ainsi une hybridation de la gouvernance de l'Etat, dans laquelle on assiste à une cogestion.

Pour ce faire, nous allons ancrer théoriquement ce travail dans l'approche de l'économie moral de J.C. Scott (1976). En effet, l'approche de l'économie morale de J.C. Scott Scott (1976) montre comment les groupes jihadistes exploitent les frustrations locales en faisant une ouverture au "jihad de proximité" qui révolutionnent la compréhension de leur ancrage local et des identités fluides (J-L. Amselle, 1995). Aussi les auteurs africains contemporains comme M. M. Mohamedou (2016) dont les travaux sur les reconfigurations du djihadisme sont essentiels, surtout la "délégitimation progressive de l'État" qui met en lumière l'angle socio-politique. Cette approche multidimensionnelle évite les écueils du culturalisme tout en reconnaissant les logiques d'acteurs locaux. Ainsi, une analyse socio-politique du phénomène s'impose afin d'avoir une lecture éclairante du contexte malien actuel.

1. Approche méthodologie

Ce travail est basé sur une approche essentiellement qualitative. Ainsi, l'analyse se base sur une étude de cas des groupes djihadiste et leur fonctionnement en relation avec leur environnement dans le nord du Mali.

Pour ce faire, des entretiens ont eu lieu avec des (05) spécialistes en relations internationales et des (03) experts du djihadisme. Ce qui a permis de renforcer l'étude de cas par la vision experte de ces chercheurs. Cela associé à l'exploitation de la base de données de la Pew Research Center, sans occulter d'autres articles qui ont un lieu connexe avec le sujet.

2. Résultats de la recherche

2.1. Le djihadisme, l'application de la charia et L'État Islamique

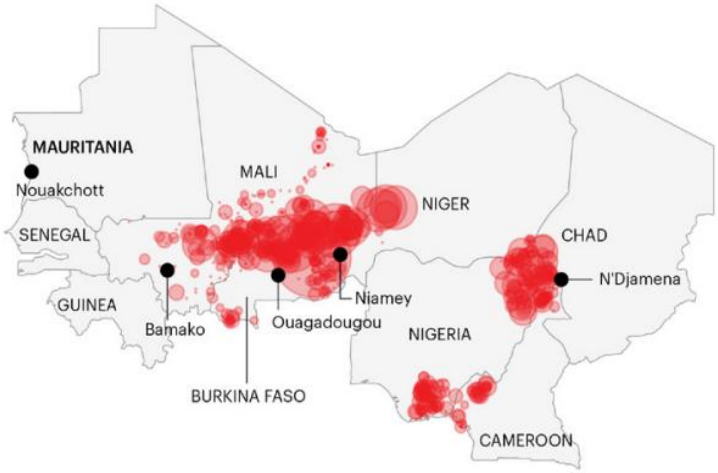
Selon le Pew Research Center, les opinions favorables à l'égard de l'État Islamique sont légèrement plus élevées au Nigeria (14 %) que dans la plupart des autres pays inclus dans l'étude. Parmi les musulmans nigérians, 20 % déclarent voir l'EI d'un bon œil (contre 7 % des chrétiens nigérians). Le groupe terroriste nigérian Boko Haram, qui mène une campagne terroriste dans le pays depuis des années, a prêté allégeance à l'État islamique. Plus généralement, la plupart des musulmans déclarent que les attentats-suicides et autres formes de violence contre des civils au nom de l'Islam sont rarement ou jamais justifiés, notamment 92 % en Indonésie et 91 % en Irak. Aux États-Unis, une enquête de 2011 a révélé que 86 % des musulmans estiment que de telles tactiques sont rarement, voire jamais, justifiées. 7 % supplémentaires déclarent que les attentats suicides sont parfois justifiés et 1 % déclarent qu'ils sont souvent justifiés. Dans la plupart des pays musulmans,

un quart ou plus des musulmans estiment que ces actes de violence sont au moins parfois justifiés, notamment 40 % dans les territoires palestiniens, 39 % en Afghanistan, 29 % en Égypte et 26 % au Bangladesh.

Dans de nombreux cas, les habitants des pays à forte population musulmane sont aussi préoccupés que ceux des pays occidentaux par la menace de l'extrémisme islamique et sont devenus de plus en plus préoccupés ces dernières années. Environ deux tiers des Nigérians (68 %) et des Libanais (67 %) se disaient très préoccupés par l'extrémisme islamique dans leur pays en 2016, soit une hausse significative depuis 2013. Selon le Centre de prévention et d'action, seuls 10 % des personnes interrogées minimisent la menace, tandis que 68 % au Nigeria et 67 % au Liban se disent très préoccupés (Michael, 2017). Cette tendance est similaire dans le rejet dans le cas du Mali où la population, dans sa grande majorité, rejette l'approche du peuple touareg, à s'organiser au sein du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), et à rechercher un État autonome. Pire, les Maliens rejettent le fait que les Touaregs s'accordent avec d'autres groupes islamistes, dont al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), le Mouvement pour l'unité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et Ansar Dine, utilisant la violence comme moyen d'expression (P. Gourdin, 2012).

Terrorist attacks in the Sahel, 2007–2021

Most terrorist attacks occur away from major urban centers.



Source: Dragonfly TerrorismTracker, IEP calculations

Le déclenchement de la crise en 2012 a profité à Iyad Ag Ghali, membre actif et leader des rébellions touarègues contre le gouvernement malien dans les années 1980 et 1990, fondateur du Mouvement populaire de libération de l'Azawad, il a ensuite transformé son idéologie pour s'associer à al-Qaïda et manifester sa volonté de créer un État islamique appliquant la charia. Très

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

vite, il rallie son mouvement au MNLA, bien que leurs visions du combat soient totalement différentes. Mais pour vaincre l'armée malienne et contrôler la zone, ils attaquèrent les FAMa (Forces armées du Mali) à Aguelhok le 24 janvier 2012. Fidèle à son engagement guerrier, il a été impliqué dans des enlèvements et des demandes de rançons pour financer son mouvement, qu'il étend vers le centre avec la bénédiction d'Amadou Kouffa, un autre notable peul du Macina. Amadou Kouffa, wahhabite et leader du JNIM (se réclamant d'al-Qaïda), s'est rebellé contre l'école occidentale et ses enseignements, et a recruté au sein de sa communauté peule, combattant au nom de l'islam.

Dès 2012, au début des hostilités, Iyad Ag Ghali instaure la charia, provoquant d'énormes souffrances parmi les populations du Nord. L'islam radical qu'il prône se réfère au jihad et à la charia, dans une interprétation proche du wahhabisme, bien connu au Mali.

Ses partisans exhortent aujourd'hui l'État malien à retirer certaines dispositions de la nouvelle Constitution, soumise à référendum le 18 juin 2023. Ils sont convaincus que le Mali doit devenir un État musulman, faute de quoi ils voteront « non ». Favorables à la création d'un État islamique au Mali, ils trouvent en Iyad Ag Ghali, ce tribun impitoyable, la figure emblématique et le socle de l'extrémisme violent dans le pays.

2.2. La fragilité politique et économique et la fragilité de l'État malien

S. L. Esquith (1975), professeur de théorie politique et d'éthique mondiale à l'Université Michigan State, a déclaré : « Les Maliens sont pris entre le lourd héritage d'un passé colonial, une économie politique mondiale qui les a appauvris, un gouvernement dysfonctionnel et un conflit interethnique violent. » Ce pays est considéré comme l'épicentre d'une région marquée par la violence. Il n'est donc pas étonnant que les perspectives de paix et de sécurité humaine au Mali soient devenues si sombres. Tout d'abord, la non-neutralité des autorités maliennes dans la crise libyenne de 2011 s'explique par leur décision de laisser les combattants touaregs rentrer au Mali sans les désarmer avant le franchissement de la frontière. Lorsque le gouvernement libyen a sollicité un soutien logistique et militaire auprès des pays africains frères, le Mali, bien qu'il n'ait pas officiellement envoyé de soldats pour soutenir Mouammar Kadhafi, a laissé partir librement de jeunes Touaregs, dont la plupart ont déserté l'armée malienne. Pour étayer cette thèse, il convient de rappeler que le Mali a été le seul pays d'Afrique de l'Ouest où des marches de protestation à grande échelle ont

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

été organisées dans le seul but de soutenir le Guide libyen contre les attaques étrangères menées par l'OTAN (R. Weighill & F. Gaub, 2018).

Même si les autorités maliennes, en raison de leur proximité avec le guide libyen et suivant l'élan des manifestants dans les rues de Bamako, n'ont pas clarifié leur position ni pris leurs distances vis-à-vis des jeunes Touaregs déserteurs, la chute du leader de la Jamahiriya arabe libyenne, qui s'est soldée par la mort de Kadhafi, a poussé ces groupes de mercenaires à conserver les armes militaires libyennes et à fuir vers le Sahara. Cette apparente complicité constitue un élément du processus historique ayant conduit aux événements qui secouent le Mali depuis 2012, notamment l'extrémisme violent et toutes ses conséquences.

3. Discussion

3.1. L'impact de la pauvreté sur les régions du nord du Mali

Selon les Maliens que nous avons interrogés, la principale cause de la pauvreté réside dans la corruption endémique qui sévit au Mali, comme dans la plupart des pays africains. Le manque d'initiatives et de stratégies efficaces des autorités pour lutter contre ce fléau s'explique par le fait que la culture de la corruption entrave gravement le développement endogène du pays. Dans un rapport des Nations Unies (année) pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), il est clairement indiqué que « la plupart des problèmes trouvent leur origine au sein des agences spécialisées ; la lourdeur bureaucratique au Mali est aggravée par le recrutement d'anciens hommes politiques, diplomates ou administrateurs dont les connaissances techniques sont obsolètes ».

Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) dénonce le faible niveau d'investissement public dans le nord du Mali ainsi que les profondes inégalités d'aménagement entre le sud et le nord du pays. Tous les rapports s'accordent à reconnaître que les gouvernements maliens successifs ont très peu investi dans cette région. Le constat est amer : contrairement à d'autres pays africains, notamment ceux du Maghreb, le Nord du Mali manquait de presque tout. Les secteurs les plus touchés étaient l'éducation et la santé. En dehors de quelques dispensaires épars, il n'existait pratiquement pas de véritables centres de santé, et les services sociaux de base faisaient cruellement défaut. Cette marginalisation, générant une souffrance morale et psychologique profonde, a favorisé le recrutement de jeunes sans instruction, particulièrement vulnérables à l'endoctrinement idéologique (S. N. Curtis, 2015).

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

3.2. Les échecs de l'État malien à sécuriser les populations

La pauvreté, le chômage et le manque d'opportunités nourrissent la frustration et la vulnérabilité des jeunes, les rendant plus susceptibles de rejoindre des groupes armés ou terroristes. Les difficultés quotidiennes vécues par les populations du Nord, ainsi que les divers trafics dont elles sont témoins, les exposent à toutes sortes de drames. La plupart des individus impliqués dans les groupes terroristes au Mali le font avant tout pour des raisons économiques, cherchant à obtenir des gains pécuniaires afin de subvenir aux besoins de leurs familles. Bien que ces organisations prétendent recruter parmi les adultes instruits issus de la classe moyenne, la réalité montre que la majorité des recrues sont des jeunes analphabètes. L'instabilité politique, les changements de régime et les conditions climatiques extrêmes qui frappent les régions septentrionales ont détourné une grande partie de la jeunesse vers des activités illicites ou informelles. La pauvreté a considérablement freiné la croissance économique dans ces zones. Les conséquences du manque d'éducation et de l'absence de conditions propices à une vie meilleure constituent aujourd'hui une véritable bombe à retardement que les autorités maliennes peinent à désamorcer. Les rares écoles et collèges qui existaient dans la région sont fermés depuis 2013, ce qui facilite le recrutement des jeunes élèves par les groupes terroristes (T. Quidelleur, 2022).

La stratégie antiterroriste au Mali a connu un succès mitigé. Certes, certains hauts dirigeants des groupes terroristes ont été neutralisés ; cependant, cela n'a pas empêché la reconstitution de plusieurs groupes djihadistes. En 2016, des organisations terroristes ont réussi à pénétrer dans des zones densément peuplées et à y déclencher des insurrections. La réaction des forces maliennes est restée faible, et leur stratégie antiterroriste n'a pas véritablement permis d'empêcher une contre-insurrection. Le gouvernement malien a, de surcroît, autorisé certaines milices armées à mener des opérations sans supervision contre des djihadistes présumés, ce qui a entraîné de graves représailles à caractère ethnique (G. Krieger, 2002).

Hormis les pourparlers relatifs à la libération d'otages, le Mali n'a entrepris aucune autre initiative de négociation avec les groupes djihadistes, se contentant d'affirmer son ouverture au dialogue. En réalité, ces groupes ont été exclus des accords d'Alger de 2015, qui avaient mis fin à la guerre civile. Les insurrections se sont alors intensifiées, tandis que les attaques contre les civils et les membres des forces de sécurité se sont multipliées. Le mécontentement de l'armée face à cette escalade, conjugué aux défaillances de gouvernance, a conduit aux coups d'État militaires de 2020 et 2021. Cependant, les changements de politique opérés par la junte au pouvoir ont réduit le

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

soutien international et accentué la répression. Le gouvernement malien a expulsé les forces de l'opération Barkhane et de la MINUSMA, tout en se retirant du G5 Sahel (J. Cooke et al., 2016).

La junte a repositionné des unités dans la capitale afin de consolider son autorité. Son manque d'effectifs est compensé par des pratiques coercitives. Elle a considérablement intensifié les attaques indiscriminées lors de ses opérations antiterroristes, au détriment des civils. L'intégration, par la junte, d'un contingent du groupe Wagner a également aggravé cette tendance. Composé d'environ un millier de mercenaires, ce contingent mène des opérations antiterroristes aux côtés des forces de sécurité maliennes. Quatre personnes sur cinq tuées lors de ces opérations étaient des civils. Parmi les événements les plus meurtriers figure un massacre survenu en mars 2022, au cours duquel Wagner et les forces maliennes ont tué plus de cinq cents civils dans le centre du pays. En 2022, Wagner et les forces de sécurité maliennes ont été responsables de 40 % des morts violentes de civils. Cette intensification de la répression a coïncidé avec un renforcement des insurrections (ACLED Report, 2022).

L'approche malienne en matière d'antiterrorisme semble avoir échoué, car elle n'a pas réussi à prévenir les insurrections. Les opérations antiterroristes peuvent certes neutraliser des cibles de grande valeur ou dégager temporairement certaines zones, mais les forces de sécurité maliennes et leurs partenaires n'ont pas réussi à maintenir le contrôle de ces territoires ni à empêcher les groupes djihadistes de se reconstituer. Par conséquent, ces derniers se sont regroupés dans des zones non gouvernées après avoir été chassés de certaines localités peuplées. Cette situation résulte à la fois de contraintes d'effectifs sur un vaste territoire et d'une stratégie militaire limitée. De surcroît, les opérations antiterroristes ne s'accompagnent pas d'efforts visant à établir une gouvernance efficace, en particulier dans les zones rurales (B. Charbonneau, 2021).

Les facteurs ayant contribué au déclenchement de la guerre civile malienne, tels que la marginalisation ethnique et le manque de services de base, demeurent sans solution durable. Les abus commis par les forces de sécurité ont renforcé la conviction, au sein des populations civiles, que le gouvernement est incapable de les protéger efficacement (S. Michael et al., 2017). Les groupes djihadistes ont ainsi pu maintenir leurs insurrections au sein d'une population méfiante envers l'État, vulnérable et susceptible d'être recrutée par ces groupes.

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

Conclusion

L'extrémisme violent qui secoue le Mali depuis maintenant une décennie et touche l'ensemble de la sous-région, nécessite aujourd'hui des interventions de toutes sortes. Tapis dans l'ombre, de nombreux Maliens soutiennent par ignorance l'idée que le pays doit être strictement musulman, rejetant le principe de la laïcité. La complexité et l'orientation des nouvelles autorités, qui peinent à lutter efficacement contre la corruption et d'autres dérives, placent ce pays pauvre dans des situations extrêmement difficiles.

L'intervention française a permis de stopper l'assaut djihadiste visant à prendre Kona et le centre du pays (Ségou, Mopti), ainsi que la capitale Bamako, dont la chute aurait pu provoquer l'effondrement du pays. La création de la MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali), mise en place par la résolution 2100 du 25 avril 2013, n'a malheureusement pas empêché d'énormes pertes humaines dans le nord et, plus récemment, dans le centre, où les violences intercommunautaires ont fait des milliers de morts, notamment lors des massacres d'Ogossagou et Welingara, qui ont causé plus de 157 décès.

Aujourd'hui, l'ensemble du pays est considéré comme une zone à haut risque, avec de nombreux déplacés, des villages désertés, d'importantes pertes en vies humaines et en biens, ainsi que plus de 6 000 écoles fermées depuis 2013. L'insécurité chronique et les incertitudes concernant le renouvellement du mandat de la MINUSMA, dont la collaboration avec les autorités maliennes reste difficile, n'augurent rien de bon pour la stabilité du Mali. La guerre ouverte entre l'État, les rebelles et les groupes djihadistes, tout en négligeant la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, rend peu probable un retour rapide à la paix.

Seules des négociations inclusives et un consensus autour de points d'accord pragmatiques, impliquant tous les acteurs, locaux et régionaux, pourront apporter une stabilité durable et garantir à la fois le développement et la paix au Mali.

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

Références bibliographiques

ACLED Report, 2022, « Wagner Group Operations in Africa: Civilians Targeting Trends in the Central African Republic and Mali », *ACLED Report.*

ALI Yusuf Abdullah., 2008, *The Holy Qur'an, New York*, Tahrike Tarsile Qur'an.115–138.

AMIR Ali, 2011, «Violence in Islam: Jihad, one of the most misunderstood concepts in Islam », *Islam - World's Greatest Religion*.

AMSELLE Jean-Loup et MBOKOLO Elikia. (dir.), 1985, *Au cœur de l'ethnie. Ethnicities, Tribalism and States in Black Africa*, Paris, La Découverte.

ASSANVO William et al., 2019, *Violent Extremism, Organized Crime, and Local Conflicts in the Liptako-Gourma Region*, African Center for Strategic Studies.

BAUDAIS Virginie, 2020, *The impact of the Malian crisis on the Group of Five Sahel countries: Balancing security and development priorities*, Stockholm International Peace Research Institute.

BURKE Jason, 2004, *Al-Qaeda: casting a shadow of terror*, New York, Tauris.

CHARBONNEAU Bruno, 2021, « Counter Insurgency governance in Mali », *International Affairs*, vol. 97, n°6, p.1805-1823.

COOK David, 2005, *Understanding Jihad, Berkeley*, University of California Press.

COOKE Jennifer, 2016, «Militancy and the Arc of Instability», *Center for Strategic and International Studies.*

GOURDIN Patrice, 2012, « Géopolitique du Mali : Une Etat Failli », *La Revue Géopolitique*.

KRIEGER Gerald, 2022, « Challenges in Mali : The importance of Legitimate Government in Combating Terrorism and Violent Extremism », *Journal of Strategic Security*, vol. 15, n°3, p.22-38.

LIPKA Michael, 2017, *Muslims and Islam: Key findings in the US and around the World*, Pew Research Center.

LORENTZEN Jenny, 2021, "Women as new security actors in preventing and countering violent extremism in Mali", *International Affairs*, vol. 97, n°3, p.721-738.

NEIL Curtis Sean, 2015, « La Lutte pour L'Azawad: MNLA Public Relations Responses to Conflict in Northern Mali », *Open Access Theses & Dissertations*, 1026.

POULTON Robin-Edward et YOUSSOUF Ibrahim ag, 1999, *La Paix de Tombouctou : Gestion Démocratique, Développement et Construction Africaine de la Paix*, Nations Unies.

QUIDELLEUR Tanguy, 2022, « Les Dividendes de la Guerre Contre le Terrorisme : Milicianisation, États et intervention Internationales au Mali et au Burkina Faso », *Culture et Conflit*, N°125 Printemps p.115-138.

REUVEN Firestone, 1999, *Jihad: the origin of holy war in Islam*, New York, Oxford University Press.

SALEEM Ahmed, 2009, *Islam: A religion of peace*, Honolulu, Moving Pen Publisher.

SHURKIN Michael et al, 2017, *Mali's Next Battle: Improving Counter Terrorism Capabilities*, Santa Monica (CA), Rand cooperation.

SINGH Nagendra Kr, 2002, *Islam a religion of peace*, India, Global Vision Publisher.

USAID, 2011, *The Development Response to Violent Extremism and Insurgency: Putting Principles into Practice*, Washington, USAID. p. 2.

VAN DAMME Thibault et CHAUZAL Grégory, 2015, *The roots of Mali's conflict*, La Haye, Clingendael Institute.